

MARCHE DE SERVICES

**Assurance Dommage-Ouvrage (DO) et Contrat Collectif de
Responsabilité Décennale (CCRD) pour l'opération dite de
« Modernisation des Hôpitaux du Léman »**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 7 mai 2025 à 12:00

GCS GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

SOMMAIRE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - PROCEDURE	3
2.1 - Réalisation de prestations similaires	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
4.1. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	4
4.2. VARIANTE	4
4.3. NEGOCIATION	4
4.4. ECHANTILLONS	4
4.5. QUESTIONS COMPLEMENTAIRES EN COURS DE CONSULTATION	4
4.6. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4.7. ECHANGE AVEC L'ACHETEUR JUSQU'A LA NOTIFICATION DU MARCHE/ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE	5
4.8. VISITE DU SITE	5
ARTICLE 5 - REMISE DES DOSSIERS ET DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
5.1. REMISE DES DOSSIERS	5
5.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES	7
ARTICLE 6- CONTENU DES OFFRES	7
6.1. GENERALITES	7
6.2. CANDIDATURE ET DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT	7
6.3. DOCUMENTS DE L'OFFRE	10
ARTICLE 7 - ACHEMINEMENT DES OFFRES	11
7.1. TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT PAPIER	11
7.2. TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE	11
ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES	15
ARTICLE 9 - INFORMATIONS DES CANDIDATS	17

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent règlement de consultation concerne le marché de service pour contracter une assurance Dommage Ouvrage / CCRD.

La présente consultation ayant pour objet la mise en place de garanties relatives à l'assurance dommage-ouvrage (DO) / CCRD pour un bâtiment hospitalier de 180 lits sur le site Georges Pianta des Hôpitaux du Léman à Thonon les Bains, opération de construction menée selon une procédure de marché global sectoriel comprenant la conception, la réalisation et 2 années de maintenance dans un seul et unique contrat.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par le GCS (groupement de coopération sanitaire) GHT Léman Mont-Blanc autorisé à construire ce bâtiment sur la propriété des Hôpitaux du Léman dans le cadre d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) d'une durée de 30 ans.

Le bénéficiaire de l'assurance DO / CCRD reste bien le GCS GHT Léman Mont-Blanc, même si l'usage du bâtiment sera assuré exclusivement par les Hôpitaux du Léman.

Le nouveau bâtiment se situera sur un terrain à proximité immédiate des Hôpitaux du Léman (site Georges Pianta), et avec liaisons avec ceux-ci par deux passerelles. Ce projet concourt à la modernisation des Hôpitaux du Léman avec la création d'unités d'hébergement pour ses activités de chirurgie, de maternité, de pédiatrie, de néonatalogie, de médecine et de gériatrie. Il est précisé que ce nouveau bâtiment est consacré exclusivement à de l'hébergement, sans plateau technique (pas de blocs, de radiologie, de laboratoire, ou toutes autres installations techniques médicales). En complément, une hélistation est installée en infrastructure sur le toit du bâtiment. Cette hélistation permet une jonction rapide vers les urgences par l'intermédiaire de l'une des passerelles du projet.

Il sera de catégorie type U, 1ère catégorie. Il est précisé que le SDIS 74 considère le nouveau bâtiment du GCS et les bâtiments existants des Hôpitaux du Léman comme un seul ERP au sens de la sécurité incendie du fait des liaisons fonctionnelles assurées par les passerelles et du fait de la gestion de l'activité hospitalière par les seuls Hôpitaux du Léman.

Les intervenants constructeurs sont présentés dans le CCTP, ainsi que l'avancement de l'opération, et le détail du calcul de l'assiette pour le calcul de la prime.

Le coût prévisionnel de réalisation de l'ouvrage est de **31 541 868,91 euros TTC**.

ARTICLE 2 - PROCEDURE

Le présent marché est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, suivant les dispositions prévues du Code de la Commande Publique.

La candidature peut se faire via le DUME (Document Unique de Marché Européen).

2.1 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122- 7 du code de la commande publique, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Cette consultation n'est pas allotie. Dans le présent cas de figure, la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidats individuels et/ou en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. La candidature peut directement émaner de cet organisme ou de cette entreprise, ou d'un intermédiaire d'assurance qui agit pour son compte, conformément aux dispositions du code des assurances.

Dans le cas où l'offre est présentée par un intermédiaire dont la candidature a été retenue, l'entreprise ou l'organisme d'assurance dont émane l'offre est engagée sur le service et le prix si l'offre de l'intermédiaire est retenue.

Les offres des candidats pourront être proposées selon le principe de la coassurance. L'opération de groupement devra couvrir 100% du risque à la date de remise des offres. Les offres de coassurance non couvertes à 100% seront considérées comme non conformes. Les exigences mentionnées au présent règlement de consultation s'appliqueront à l'ensemble des coassureurs.

A l'exception de la part respective de leur engagement, la réponse aux demandes du dossier de consultation concerné devra être identique pour l'ensemble des membres du groupement. L'offre devra présenter le mandataire apériteur et les principes régissant la coassurance et partage du risque. L'apériteur désigné à l'acte d'engagement représente, le cas échéant, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du groupement, vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

4.2. VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.3. NEGOCIATION

Sans objet en appel d'offres.

Seules des demandes de précisions sur l'offre remise pourront être demandées dans le cadre de leur analyse.

4.4. ECHANTILLONS

Sans objet.

4.5. QUESTIONS COMPLEMENTAIRES EN COURS DE CONSULTATION

D'éventuelles questions administratives et techniques peuvent être posées par les candidats. Elles sont exclusivement posées par le biais du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ces questions peuvent être posées par les candidats au plus tard **douze jours** calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à l'ensemble des candidats s'étant identifiés, par le biais du profil acheteur susmentionné à l'adresse électronique que le candidat aura précisée.

4.6. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **six jours** calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.7. ECHANGE AVEC L'ACHETEUR JUSQU'A LA NOTIFICATION DU MARCHE/ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE

Tous les échanges avec l'acheteur durant la consultation et après la remise des candidatures/offres jusqu'à la notification/achèvement de la procédure se font via le profil dématérialisé de l'acheteur.

Aucun échange par mail ou téléphone n'est admis durant ces périodes.

4.8. VISITE DU SITE

Le bâtiment étant réceptionné, mais non encore mis en exploitation pour sa destination hospitalière, il est possible de visiter le bâtiment construit afin de pouvoir apprécier la nature du risque à assurer.

Pour ce faire, une demande de rendez-vous sera à déposer par le biais du profil acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

La visite du site reste cependant facultative pour la présente consultation.

4.9. CONNAISSANCE DES LIEUX

Sans objet.

ARTICLE 5 - REMISE DES DOSSIERS ET DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

5.1. REMISE DES DOSSIERS

Le dossier est constitué des documents suivants :

- le présent règlement de la consultation
- le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Afin de pouvoir apprécier la nature du risque à assurer, les documents suivants sont communiqués en annexe du CCTP :

- Dossier PRO CORRIGE (avec CCTP et pièces graphiques)
- Etude de sol
- Rapport initial du bureau de contrôle (RICT)
- Rapport de vérification réglementaire après travaux du bureau de contrôle (RVRAT)
- Déclaration d'ouverture de chantier (DOC)
- Assurances des constructeurs titulaires du marché de conception-réalisation-maintenance (marché global sectoriel) à la date de la DOC (2021) et pour l'année en cours (2025)
- PV des opérations préalables à la réception et ses annexes (OPR) - EXE4
- Décision de réception - EXE6
- Avis favorable de la commission ERP du 14.02.2025
- Avis favorable d'ouverture de la Commune de Thonon les Bains du 15.02.2025
- PC initial
- PC modificatif n°1
- PC modificatif n°2 et ses attendus
- Détail du calcul de l'assiette de la DO et du CCRD

Le dossier peut être retiré gratuitement par voie électronique sur le profil acheteur dédié, à l'adresse suivante :

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou papier n'est autorisée.

Précisions :

Le téléchargement du dossier est possible de façon anonyme sur la plateforme précitée **MAIS** il est précisé que si le candidat ne communique pas ses coordonnées lors du téléchargement, l'acheteur ne sera pas en mesure de le tenir informé de tout événement pouvant impacter le marché (modification du dossier de consultation, précision apportée aux candidats, etc.).

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. La plateforme marches-publics.gouv.fr devenant le biais privilégié de l'ensemble des échanges et communications, il est impératif de renseigner une adresse électronique permettant une veille régulière de la procédure.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se reporter au manuel utilisateur de la plateforme, ou à défaut, à se rapprocher de la hotline technique précisée sur le profil acheteur.

5.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours calendaires décomptés à partir de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6- CONTENU DES OFFRES

Les candidats sont invités à lire attentivement les conditions de forme et de transmission des offres, ci-dessous.

6.1. GENERALITES

Le candidat rédigera son offre en **langue française et en €uro**, et conformément au descriptif de la prestation telle que définie dans les cahiers des charges.

En cas d'offre en une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français de l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.2. CANDIDATURE ET DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

A savoir : Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessous relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché, en remplissant le cas échéant l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance.

6.2.1. Candidature par le DUME

→ Le **Document unique de marché européen (DUME)** est un formulaire par lequel les entreprises candidates à un marché public déclarent leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de **marché public**.

→ Le **DUME** est une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public. Le **DUME** se substitue aux formulaires DC1, DC2, DC4 et attestations sociales, fiscales.

Seul le candidat retenu fournira les certificats normalement demandés comme preuves.



CANDIDATURE
via le formulaire de candidature [DUME](#)

- ☐ **FORMULAIRE DE CANDIDATURE DEMATERIALISEE DUME** (comportant les renseignements relatifs à la forme de la candidature, au pouvoir du signataire, au chiffre d'affaires, aux effectifs du candidat)
- ☐ **REFERENCES DU CANDIDAT :**
 - ✓ Exécutées au cours des 3 dernières années
 - ✓ Indiquant le montant
 - ✓ Indiquant la date
 - ✓ Indiquant le destinataire (public ou privé)
- ☐ **CAPACITE TECHNIQUE DU CANDIDAT**

6.2.2. Candidature classique

- ☐ Une lettre de candidature dûment complétée **FORMULAIRE DC1** Téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

- ☐ Une déclaration du candidat **FORMULAIRE DC2** téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

Cette déclaration dûment renseignée notamment la rubrique D sur le chiffre d'affaires devra être complétée par :

- Copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire
- Une copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée.
- En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire
- Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Si la candidature est présentée par un intermédiaire d'assurance, celui-ci fournira en outre dans le dossier de candidature :

- le mandat, précisant sa portée, qui lui a été donné par le candidat pour lequel il agit ;
- le certificat d'inscription au registre des intermédiaires d'assurance ;
- la justification du respect de l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle fixée par l'article L512-6 du code des assurances ;
- les mêmes déclarations, présentations et déclarations sur l'honneur que celles exigées des candidats.

REFERENCES DU CANDIDAT

- ✓ Exécutées au cours des 3 dernières années
- ✓ Indiquant le montant
- ✓ Indiquant la date
- ✓ Indiquant le destinataire (public ou privé)

- ☐ **CAPACITE TECHNIQUE ET** pour répondre au marché :

- Qualifications de l'entreprise, qualifications des personnels d'intervention etc.
- Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation de l'ORIAS en cours de validité
- Pour les entreprises d'assurance, l'agrément de l'ACPR

- ☐ **DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE EN CAS DE DECLARATION A LA NOTIFICATION DU MARCHÉ**

- ☐ **ASSURANCE SUR RISQUES PROFESSIONNELS**

6.3. DOCUMENTS DE L'OFFRE

DOCUMENTS A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE

Il est impératif de fournir un dossier complet, entièrement conforme aux exigences du règlement et du dossier de consultation.

Un document incomplet ou modifié rend l'offre irrégulière. De même, l'absence, la modification non autorisée ou le non-respect des exigences de forme (nombre de pages, format imposé etc.) d'un document devant être remis au titre de l'offre, a pour conséquence de rendre l'offre irrégulière.

- ☐ **Le CCAP valant acte d'engagement renseigné intégralement par la personne ayant le pouvoir d'engager la société en termes de marchés publics ou le mandataire du groupement**
- ✓ *En cas de sous-traitance : fournir en annexe un formulaire DC4 complété, daté et signé*
 - ✓ *En cas de groupement : fournir en annexe la répartition détaillée et le montant correspondant aux prestations de chacun des membres*

UN MEMOIRE TECHNIQUE EXPOSANT LES DIFFERENTS ELEMENTS DE L'OFFRE ET LES MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION OBJET DU MARCHE :

- Organisation des services et moyens affectés à la gestion de la production des sinistres (dans le cas où l'assureur délègue la gestion des sinistres, même renseignements à produire concernant le personnel de l'organisme délégataire)
- Articulation et organisation des tâches assumées par les courtiers ou intermédiaires,
- Ensemble des pièces constituant l'offre d'assurance notamment les conditions particulières Dommage Ouvrage / CCRD type avec les extensions prévues à l'acte d'engagement. Elles seront signées de la même personne ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché. Au cas où les pièces ne sont pas signées par l'assureur lui-même mais par un courtier, est joint le mandat de l'assureur donné au courtier de l'engager sur l'offre et de recouvrer les primes.

ARTICLE 7 - ACHEMINEMENT DES OFFRES

7.1. TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT PAPIER

La transmission des offres au format papier n'est pas autorisée pour cette consultation.

7.2. TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le dépôt des réponses se fait uniquement sur le profil acheteur à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Tout dépôt sur un autre site est nul et non avenu.

7.2.1. Actions et recommandations préalables

Prérequis techniques :

Préalablement au dépôt d'offre, il appartient aux candidats de vérifier la conformité de leur installation aux prérequis techniques.

Les candidats n'ayant pu déposer d'offre dans les délais prévus au présent règlement de la consultation ne pourront se prévaloir d'une quelconque difficulté technique liée à la configuration de leur poste. Par conséquent, les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste et à prévoir le temps nécessaire à la réalisation de ces démarches et vérifications.

La réponse électronique suppose une inscription préalable des candidats sur la plateforme

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ce compte servira pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Sécurité

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge du candidat. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Il en va de même en cas de copie de sauvegarde elle-même infectée.

L'acheteur ne procédera à aucune réparation en cas de détection de virus.

7.2.2. Dépôt de la réponse

LORS DU DEPOT, LE CANDIDAT DOIT IMPERATIVEMENT RENSEIGNER SUR LE PROFIL D'ACHETEUR UNE ADRESSE MAIL VALIDE PENDANT TOUTE LA DUREE DE LA CONSULTATION ;

CELLE-CI PERMETTRA AU POUVOIR ADJUDICATEUR LA TRANSMISSION DE TOUTE INFORMATION, LES DEMANDES COMPLEMENTAIRES DE TOUTE NATURE (REGULARISATION LE CAS ECHEANT, TENEUR DE L'OFFRE, ...), NOTIFICATION DE DOCUMENTS, DECISION, ...

LE CANDIDAT FERA SON AFFAIRE DE TOUT PARAMETRAGE DE SA MESSAGERIE (SPAMS, INDESIRABLES, ...) ET FERA PREUVE DE TOUTE DILIGENCE DANS LA CONSULTATION DES ECHANGES PRODUITS SUR LE PROFIL D'ACHETEUR.

IL NE POURRA EMETTRE AUCUNE RECLAMATION SUR CE POINT S'IL VENAIT A NE PAS PRENDRE CONNAISSANCE D'UN QUELCONQUE ECHANGE.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Afin de faciliter le téléchargement des dossiers, il est fortement recommandé de limiter la taille des fichiers ainsi que le nombre de caractères dans les libellés (moins de 30 caractères).

Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se reporter au manuel utilisateur de la plateforme, ou à défaut, à se rapprocher de la hotline technique.

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. Le pouvoir adjudicateur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2.3. Copie de sauvegarde

La transmission électronique peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis de la consultation, sur support physique électronique ou sur support papier.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- le nom du candidat,
- la mention « copie de sauvegarde »
- l'identification de la procédure concernée

comme ci-dessous :

« Marché de Service pour une assurance Dommage Ouvrage - CCRD PROJET : Modernisation des HDL

COPIE DE SAUVEGARDE- NE PAS OUVRIR »

Entreprise - XXXX

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Centre Hospitalier Alpes Léman
Cellule juridique des contrats
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE**

Cette copie devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte par l'acheteur que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais

Si la copie n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

7.2.4. Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Dans le cas où le candidat aurait signé son offre de manière électronique, cette signature doit respecter les principes suivants.

En cas de signature électronique, le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS »**.

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1^{er} octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Dans le choix des offres, il sera tenu compte des critères suivants et de leurs pondérations.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le CCP valant acte d'engagement, prévaudront sur toutes autres données.

- **Critère 1 – Montant de la prime** : **60 %**
- **Critère 2 – Valeur technique de l'offre** : **40 %**

Méthodologie d'appréciation des critères

La méthode d'analyse des critères s'apprécie comme suit :

→ Critère n° 1 – Prix de l'offre

La note maximum sera attribuée au candidat qui présente la solution la moins chère.

La note pour le critère 1 est égale à :

$$60 \times \text{Prix le moins cher} / \text{Prix du candidat}$$

→ Critère n° 2 – Valeur technique de l'offre

La valeur technique de l'offre sera évaluée à partir du mémoire technique remis par le candidat.

Le critère 2 – Valeur technique de l'offre est évalué de la façon suivante :

- montant des garanties et franchises proposées ;
- modalités et délai de déclaration des sinistres ;
- modalités et délai de désignation de l'expert ;
- modalités et outils de suivi du traitement des sinistres.

Chaque item sera évalué de 0 à 5 :

0 - absence de réponse au sous-critère

1 - réponse notoirement insuffisante

2 - réponse insuffisante

3 - réponse satisfaisante

4 - réponse très satisfaisante

5 - réponse très satisfaisante et apportant des dispositions particulièrement favorables à l'assuré

Le critère 2 donnera lieu à une évaluation pouvant aller de 0 à 40.

La note maximum sera attribuée au candidat qui présente l'évaluation de la valeur technique la plus importante.

La note pour le critère 2 est égale à :

$$40 \times \text{Evaluation du candidat} / \text{Meilleure évaluation}$$

Les critères susmentionnés seront jugés à l'ouverture des offres.

Un sous-critère de la valeur technique non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0 pour le sous-critère concerné. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note.

Offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières :

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Conformément aux articles R2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la régularisation des offres irrégulières de tous les soumissionnaires concernés dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que les offres ne soient pas anormalement basses. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas les régulariser, ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci ne seront pas notées ni classées.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres et ne peut pas concerner les offres jugées anormalement basses. La régularisation ne peut également concerner l'absence d'une pièce constituant l'offre du candidat.

Traitement des offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à 5 du Code de la Commande Publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans les conditions définies dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13

- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- **L'attestation d'assurance**

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS DES CANDIDATS

Les candidats non retenus seront avisés par lettre de l'acheteur conformément à la réglementation des Marchés Publics.

Cette notification se fera par le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette information précisera les conditions de recours.